



COMITE TECHNIQUE ACADEMIQUE DU 24 MARS 2017

Déclaration de la CGT Educ'action

Non, tout ne va pas bien dans l'éducation Nationale, et la situation ne s'améliorera pas l'année prochaine. Une fois de plus les effectifs-classe vont être surchargés partout. C'est pourtant une question clé pour combattre l'échec scolaire et se donner les moyens d'offrir à tous les jeunes une formation de qualité. Le choix d'une politique d'austérité empêche tout recrutement massif de personnels dans l'Education Nationale, quelle que soit la fonction exercée. Et à l'exemple de la situation dans les hôpitaux publics, elle mène tout droit à la casse du service public de l'Education Nationale.

La CGT éduc'ation demande des maximas d'élèves par classe à 15 en éducation prioritaire, et à 20 hors éducation prioritaire, et un plan de recrutement national massif de 80 000 personnels titulaires, avec la titularisation sans condition de tous les précaires. Nous n'avons actuellement ni l'un ni l'autre. Bien sûr des postes sont créés en Lycée professionnel et en lycée général, mais c'est pour absorber l'augmentation du nombre de formations, la hausse prévue des effectifs notamment pour des bac professionnels récemment ouverts ou pour le transfert des formation qualifiantes. Rien n'a été fait encore cette année pour faire baisser significativement le nombre d'élèves par classe. Dans le premier degré, la baisse démographique aurait pu le permettre. C'est le choix inverse qui a été fait en fermant 88 classes pour seulement 44 ouvertures. Et en collège, notamment en Seine-Maritime, il y a plus de fermetures que d'ouvertures (40 pour 31) malgré une prévision très légèrement à la hausse (+ 23 élèves) Pourtant la situation est dans de nombreux endroits saturées. Que répondront par exemple les chefs d'établissement des collèges du Grand Quevilly qui, faute de place, ne pourront pas accepter dans leur établissement en 2017-2018 les enfants arrivant sur la commune? Nous pensions déjà que les chiffres annoncées en janvier étaient en trompe l'oeil et qu'ils ne permettraient aucune amélioration. C'est en train de se confirmer. La CGT éduc'action dénonce également le nombre important de BMP qui ne permettent ni de créer des emplois, ni d'assurer la stabilité des enseignants, et rappelons que pour la CGT éduc'action le taux d'HSA très élevé est un outil très néfaste qui détruit des postes ou empêche leur création.

Les personnels administratifs sont eux aussi fortement touchés depuis 2 ans. Mais si un jour ou l'autre les cadres du Ministère de l'éducation nationale venaient dans les services académiques et dans les établissements constater l'énorme travail abattu par les personnels administratifs, ils se rendraient enfin compte que notre académie, comme de nombreuses autres où des emplois sont supprimés, n'est pas surdotée, que les critères choisis sont à revoir, et qu'il est grand temps là aussi de créer des postes.

Ce serait trop long de faire une liste des endroits où la situation va se dégrader l'an prochain, et des réformes sur lesquelles il faudrait revenir. Et est-ce vraiment utile ici? Les services académiques n'ont pas tenu compte des mobilisations des personnels et des parents depuis fin janvier. Et pourtant, ces mobilisations et ces grèves ont lieu parce que les conditions de travail et d'enseignement sont déjà mauvaises, et qu'elles seront pires à la prochaine rentrée.

La CGT éduc'action s'oppose à toutes fermetures de classe et à toutes les suppressions de postes. Elle s'oppose également aux fermetures programmées de collèges. La CGT éduc'action a soutenu et participé aux différentes mobilisations depuis fin janvier, et elle continuera à le faire comme au lycée Schuman/Perret du Havre qui est bloquée aujourd'hui et où les enseignants sont grévistes, et à Elbeuf, au lycée Maurois qui sera en grève le 27 Mars, parce que chaque lutte est justifiée et que la CGT éduc'action a conscience de l'importance de les faire converger.

La CGT éduc'action sait aussi que les conséquences des classes surchargées et des postes supprimés sur la souffrance de tous les agents et également des élèves, sont directes et catastrophiques. D'où le besoin d'avoir une gestion plus respectueuse des droits des travailleurs de l'éducation comme à l'EREA Françoise Dolto où les personnels réunis en heure syndicale cette semaine protestent contre une organisation du travail pathogène ; comme au collège Rollon à Gournay en Bray, visité récemment par le CHSCT de Seine-Maritime, où les collègues sont très fragilisés, comme ailleurs, par la réforme du collège. Et que dire du lycée Rostand à Offranville, où l'administration, alors qu'un agent s'est suicidé, refuse à nouveau une enquête du CHSCT pourtant votée à l'unanimité. Cette souffrance réelle des personnels et la difficulté à prendre en compte au mieux celle de tous les enfants pose un réel problème. Il faudrait que chaque établissement scolaire ait une infirmière à plein temps et non la moitié de la semaine. Il faudrait aussi plus de finesse dans la gestion humaine des personnels. Le collège Lecanuet en a fourni un déplorable contre-exemple le 20 mars: -l'ancienne principale était très appréciée des personnels et des élèves. La très grande majorité des personnels a manifesté très vite le souhait de se rendre à ses obsèques qui ont eu lieu lundi, ce qui a motivé une demande de leur part de banaliser les cours afin de permettre à tous de s'y rendre sans laisser les élèves au collège avec un encadrement trop faible pour garantir leur sécurité. Cependant, la principale remplaçante a rétorqué aux collègues que l'inspection académique refusait cette demande au nom de la permanence du service public ce qui empêchait des collègues agents et AED de pouvoir s'y rendre. Cette décision était discriminante pour nos collègues agents et AED puisque tous les enseignants qui le souhaitaient pouvaient se rendre aux cérémonies et elle a révolté les personnels et les parents d'élèves. C'est ce qui a motivé le dépôt d'un préavis de grève pour le 20 Mars afin de contester cette décision peu humaine, et pour que tous les personnels puissent aller aux obsèques de leur Principale! La CGT Educ'action vous fait confiance, Mme La recteur, pour traiter cette situation avec compréhension, et ne pas ajouter à la tristesse des personnels, un retrait de salaire qui serait une sanction injustifiée.

Ensuite, comme certains candidats à l'élection présidentielle l'envisagent, nous rappelons que la CGT éduc'action est contre le transfert de l'enseignement professionnel public aux régions et qu'elle fera tout pour le combattre car ce serait un recul historique pour les jeunes souvent issus des milieux défavorisés pour leur formation dans le domaine général et professionnel.

Nous finirons notre déclaration en pensant aux personnes touchées par l'attentat de Londres et à leurs proches, sans oublier les nombreuses victimes d'attentats de par le monde. La CGT éduc'action condamne bien entendu tous ces actes meurtriers, et considère que l'éducation est le meilleur rempart contre l'ignorance que est le terreau privilégié des tous les terroristes.